

ARTICLE XXVIII

Les autorités compétentes des deux pays examinent les conditions d'application du présent Accord afin de résoudre les difficultés soulevées par sa mise en œuvre. Elles recommandent, au besoin, les modifications souhaitables en vue de développer la coopération cinématographique et audiovisuelle dans l'intérêt commun des deux pays.

ARTICLE XXIX

Il est institué une Commission mixte composée d'au moins trois membres de chaque partie et chargée de veiller à l'application du présent Accord. Elle se réunit en principe une fois tous les deux ans, alternativement dans chaque pays. Toutefois, elle pourra être convoquée à la demande de l'une des deux autorités compétentes notamment dans le cas de modifications importantes à la législation ou à la réglementation applicables à la production cinématographique et audiovisuelle dans l'un ou l'autre pays ou dans le cas où l'Accord rencontrerait dans son application des difficultés d'une particulière gravité.

ARTICLE XXX

Les parties contractantes favoriseront la distribution commerciale équilibrée de leurs productions cinématographiques et audiovisuelles; elles encourageront l'intensification des relations entre leurs industries cinématographiques et audiovisuelles et faciliteront l'échange de publications dans ce domaine, en tenant compte de la législation et de la réglementation en vigueur au Canada et en Hongrie.

ARTICLE XXXI

Le présent Accord entre en vigueur à la date où les parties contractantes se sont notifiées l'une l'autre que leurs procédures constitutionnelles respectives ont été complétées.

ARTICLE XXXII

Il est conclu pour une durée de trois ans à compter de son entrée en vigueur; il est renouvelable pour des périodes identiques par tacite reconduction sauf dénonciation écrite par l'un ou l'autre pays six (6) mois avant son échéance. Les coproductions en cours au moment de la dénonciation de l'Accord continueront jusqu'à réalisation complète à bénéficier pleinement de ses avantages. Après la date prévue pour l'expiration du présent Accord, celui-ci continuera à régir la liquidation des recettes des coproductions réalisées.